

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 avril 2009

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES OUTRE-MER - (n° 1579)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N° 394**

présenté par

M. Fruteau, M. Lurel, M. Manscour, M. Lebreton, M. Letchimy, Mme Berthelot,
M. Jalton, M. Cahuzac
et les membres du groupe Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 13 TER, insérer l'article suivant :**

I. – Les fournisseurs d'accès internet exerçant une activité commerciale dans les départements d'outre-mer sont tenus de proposer des offres similaires à celles qui existent dans l'hexagone et à des tarifications équivalentes pour un même niveau de débit.

II. – Le I du présent article entre en vigueur le premier jour du sixième mois suivant la promulgation de la présente loi.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit d'obliger les Fournisseurs d'Accès à Internet à développer des offres similaires à celles qui existent dans l'hexagone, notamment l'offre dite « triple play » ou « tout compris » (téléphonie fixe, Internet et télévision) et à des tarifs similaires pour un même niveau de débit. En effet, force est de constater que ce type d'offres n'est pas répandu dans les Départements d'Outre-Mers et que le prix de vente des abonnements actuels proposés par les Fournisseurs d'Accès à Internet y est plus élevé.

Enfin, cet amendement accorde un délai de six mois aux opérateurs pour appliquer le présent article.